

## BILAN ASSOCIATION

Actif				
Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	3 850	477	3 373	
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions	40 281	6 645	33 637	32 093
Installations techniques, mat. et outillage indus.	2 718	2 693	25	129
Autres immobilisations corporelles	248 153	115 179	132 974	125 266
Immobilisations corporelles en cours	25 436		25 436	25 436
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>Total I</b>	<b>320 437</b>	<b>124 993</b>	<b>195 444</b>	<b>182 923</b>
<b>Stocks et en-cours</b>				
Stock et en-cours				
<b>Créances</b>				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances cts., adhr., usagers et cpt. Rattachés	841		841	(7 546)
Autres créances	396 657	42 662	353 995	541 931
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Instruments de trésorerie				
<b>Disponibilités</b>	<b>228 437</b>		<b>228 437</b>	<b>152 887</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>42 218</b>		<b>42 218</b>	<b>240</b>
<b>Total II</b>	<b>668 152</b>	<b>42 662</b>	<b>625 491</b>	<b>687 512</b>
<b>Frais d'émission des emprunts III</b>				
<b>Primes de remboursement des obligations IV</b>				
<b>Ecart de conversion (actif) V</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>988 589</b>	<b>167 655</b>	<b>820 935</b>	<b>870 434</b>
Rubriques	Montant brut		Montant net N	
<b>Engagements reçus</b>				
Legs nets à réaliser :				
Acceptés par les organismes stat. compétents ;				
Autorisés par l'organisme de tutelle ;				
Dons en nature restant à vendre.				

Passif		
Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise statutaires</b>		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
<b>Réserves statutaires ou contractuelles</b>		
<b>Réserves pour projet de l'entité</b>	313 775	168 214
<b>Autre</b>		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	(169 236)	145 562
Situation nette (sous total)	144 539	313 775
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	38 690	37 598
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>183 229</b>	<b>351 373</b>
<b>Fonds dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>		
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques	3 277	3 277
Provisions pour charges	9 014	9 014
<b>Total III</b>	<b>12 291</b>	<b>12 291</b>
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	150 137	148 718
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	140 696	116 937
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	28 834	28 549
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	305 747	212 566
<b>Total IV</b>	<b>625 414</b>	<b>506 770</b>
<b>Ecart de conversion (passif) (V) -</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>820 935</b>	<b>870 434</b>

## COMPTE DE RESULTAT ASSOCIATION

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	6 274	480
Ventes de biens et services		
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	465 448	482 094
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	25 156	
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	1 179	211
<b>Total (I)</b>	<b>498 058</b>	<b>482 785</b>
Participations		
Autres valeurs mobilières et créances d'actif		
Autres intérêts et produits assimilés	27	412
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change	28 161	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total (II)</b>	<b>28 188</b>	<b>412</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	4 216	94
Reprises sur provisions et transferts de charges		53 039
<b>Total (III)</b>	<b>4 216</b>	<b>53 133</b>
<b>Total des produits (I+II+III)</b>	<b>530 462</b>	<b>536 331</b>
<b>Solde débiteur = Déficit</b>	<b>169 236</b>	
<b>Total général</b>	<b>699 698</b>	<b>536 331</b>
Achats de marchandises	36 973	7 466
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	441 291	137 954
Aides financières		610
Impôts, taxes et versements assimilés	2 055	745
Salaires et traitements	123 755	91 355
Charges sociales	56 974	31 072
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	32 805	30 759
Dotations aux provisions		

Report en fonds dédiés		
Autres charges	3 472	53 416
<b>Total (I)</b>	<b>697 324</b>	<b>353 377</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	4	26
Différences négatives de change	2 038	12 539
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total (II)</b>	<b>2 042</b>	<b>12 565</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	219	24 827
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	112	
<b>Total (III)</b>	<b>331</b>	<b>24 827</b>
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)		
<b>Total des charges (I+II+III)</b>	<b>699 698</b>	<b>390 769</b>
<b>Solde créditeur = Excédent</b>		<b>(145 562)</b>
<b>Total général</b>	<b>699 698</b>	<b>245 208</b>

Rubriques	Montant N	Montant N-1
<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		2 412
Prestations en nature		
Bénévolat		30 812
<b>MONTANT TOTAL DES RESSOURCES</b>		<b>33 224</b>
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		2 412
Prestations en nature		
Personnel bénévole		30 812
<b>MONTANT TOTAL DES EMPLOIS</b>		<b>33 224</b>

## PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables, dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices, et en présumant de la continuité de l'exploitation et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2021 au 30/06/2022. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Travaux agencements	10 ans
Constructions sur sol d'autrui	10 ans
Agencements et aménagements	10 ans
Mobilier de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	3 à 5 ans

### b) Stocks

Il n'y a pas de présence de stock au 30/06/2022.

### c) Créances et dettes

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions dues au 30/06/22 :

- Subvention - Collectivité de SXM : 89 027,00€
- Subvention – CONCACAF : 214 674,77€
- Subvention – FFF – FIFA : 9 526,21€

Pour faire suite à un extrait du grand livre comptable du financeur FIFA faisant apparaître le compte LFSM chez FIFA pour un montant créditeur de 9 526,21€ et par effet miroir, le compte FIFA FFF a donc été régularisé pour un montant de 168 656,00€ par le débit du compte subvention 747006.

### d) Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

### e) Provision pour risques et charges

Une provision pour risques et charges a été constituée à la clôture des exercices comptables précédents à hauteur de 3K€ euros pour litiges et 9K€ pour charges.

### f) Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Il n'y a pas de fonds dédiés au cours de l'exercice 2021-2022.

**g) Régime fiscal**

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

**h) Rémunérations versées à certains dirigeants**

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 30/06/2022 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 151 745€. Ces rémunérations comprennent les caractéristiques suivantes :

	Rémunérations	Avantages en nature
Montant total des rémunérations brutes des salariés	103 277 €	0 €
Montant total de la rémunération brute du Président	21 468 €	0 €
Total	151 745 €	0 €

**i) Honoraires du Commissaire aux comptes**

Il a été comptabilisé en charges pour la période 2021-2022 la somme de 13 244,60€ au titre des honoraires du Commissaire aux comptes.

**j) Les dons en natures - bénévoles**

Aucune information n'a été communiquée par la Ligue de Football concernant les dons en natures et bénévoles pour la période 2021-2022.

**k) Ajustements résultat**

Ajustement compte 441 FIFA FFF : Pour faire suite à un grand livre comptable faisant apparaître le compte LFSM chez FIFA au 30/06/2022 pour un montant créditeur de 9 526,21€ et par effet miroir, le compte FIFA FFF a donc été régularisé pour un montant de 168 656,00€ par le débit du compte subvention 747006.

Cette opération a eu pour conséquence de faire apparaître un déficit comptable de 169 235,91€ alors que l'excédent de 2020-2021 était de 145 561,66€.

**Note : Si l'opération avait été comptabilisée en 2020-2021, le déficit aurait été de 23 094,34€ (168 656,00 - 145 561,66), et en 2021-2022, le déficit aurait été de 579,91€ (169 235,91 - 168 656,00).**

**l) Opérations en devises**

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaletur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité ou partiellement.

**m) Faits caractéristiques**

2021-2022 a été marqué par plusieurs événements significatifs traduisant les efforts constants de la Ligue pour soutenir et développer le football local dans un contexte encore fragilisé par les conséquences de la pandémie de COVID-19.

La Fédération Française de Football (FFF) a apporté un soutien essentiel en versant le solde des cotisations sociales dues pour le compte de la Ligue de Football de Saint Martin directement à l'URSSAF. Ce paiement a contribué à régulariser la situation financière de la Ligue.

**1. Reprise postpandémie et soutien international**

Malgré les difficultés engendrées par la crise sanitaire, la Ligue a poursuivi ses actions avec détermination. La CONCACAF a accordé une contribution exceptionnelle de 50 000 USD destinée à soutenir la participation des équipes nationales aux compétitions régionales. Ce soutien témoigne de l'importance stratégique que représente la Ligue auprès des instances internationales du football.

**2. Aménagements des infrastructures sportives**

Aménagement de terrain : La Ligue a poursuivi ses travaux d'aménagement sur les terrains mis à disposition pour les compétitions et entraînements. Elle a entrepris des travaux de terrassements, représentant un investissement de 5 281,17€. Ces améliorations ont contribué à améliorer la qualité des infrastructures et d'offrir des conditions de jeu optimales aux joueurs, ainsi qu'un meilleur accueil aux supporters.

Aménagement de containers : La Ligue a amélioré l'aménagement des containers pour une valeur de 20 297,16€, fournis par CASTEL FROMAGET. Ces améliorations ont été utilisés pour le stockage de matériel et d'équipements.

Aménagements de terrain en cours : Au 30/06/2022, l'événement COVID-19 n'étant pas terminé, les aménagements de terrain sont toujours en cours.

### 3. Mise en place d'un service de sécurité

Acquisition de matériels vidéos et informatiques : Face à une montée préoccupante de la délinquance, la Ligue a pris des mesures concrètes pour assurer la sécurité des joueurs, du public et des encadrants lors des matchs officiels et des coupes organisées. Un partenariat a été établi avec une société de sécurité privée spécialisée chargée de la surveillance et du bon déroulement des événements sportifs. Des investissements ont été réalisés à hauteur de 8 701,62€.

### 4. Acquisition de matériel bureautique et informatique

Dans le but de moderniser ses outils de gestion et de communication, la Ligue a investi dans l'achat de matériel informatique et audiovisuel, notamment des ordinateurs portables, des appareils photo, des caméras vidéo ainsi que des haut-parleurs. Ces équipements visent à améliorer la couverture médiatique des événements organisés sur les terrains.

### **n) Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture**

Après la clôture de l'exercice financier 2021-2022, la Ligue de Football de Saint Martin à continuer de mettre en place des mesures définitives pour résoudre une situation relative au retard dans le paiement des cotisations sociales de retraite.

Ces mesures ont permis à la Ligue de Football de Saint Martin de maintenir sa stabilité financière et de continuer ses activités de développement du football dans la région.

L'événement COVID-19 étant toujours en cours à la date d'arrêté des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

**Association**  
**Ligue de Football de Saint-Martin**

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 30 juin 2022

**BRUNO FERGÉ**  
Commissaire aux comptes  
Inscrit à la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Basse-Terre  
Siret : 803 236 181 00019



## **Association**

### **Ligue de Football de Saint-Martin**

34, Rue de la Liberté

97150 SAINT-MARTIN

R.N.A : W9G3000016

SIRET : 483 290 946

#### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 30 juin 2022

**BRUNO FERGÉ**



## **Association Ligue de Football de Saint-Martin**

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

#### **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 30 juin 2022

Aux membres de l'Assemblée Générale de l'association LIGUE DE FOOTBALL DE SAINT-MARTIN

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Ligue de Football de Saint-Martin relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé au paragraphe « Créances et dettes » de l'annexe des comptes annuels concernant l'ajustement du solde de la créance FIFA- FFF entraînant un impact sur le résultat de l'exercice exposé à l'annexe au paragraphe « Ajustements Résultat ».

## **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

### ***Financement des activités***

Les subventions et concours publics perçues des collectivités publiques et organismes de droits privés constituent les principales ressources de la Ligue de Football de Saint-Martin.

Nous nous sommes assurés de la correcte valorisation des produits et des créances liées aux subventions. Par ailleurs, nous avons validé que le chevauchement de fin de période a été correctement appréhendé.

### ***Autres Achats et charges externes***

La Ligue de Football de Saint-Martin a engagé d'importantes dépenses de fonctionnement au cours de l'exercice.

Nous avons sur la base d'une sélection des factures procédé à des contrôles destinés à s'assurer de la régularité et la réalité des dépenses engagées. L'analyse des documents transmis permet de s'assurer du lien entre ces dépenses, les activités et l'objet de ligue. Les reclassements et ajustements demandés et obtenus participent à la correcte présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.***

En application de la loi, nous vous signalons que, contrairement aux dispositions de l'article R.232-1 du code de commerce, le rapport de gestion du conseil d'administration ne nous a pas été communiqué.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés dans la deuxième partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

En application de la loi, nous vous signalons les irrégularités suivantes :

Défaut d'établissement de l'attestation des rémunérations versée aux dirigeants par un commissaire aux comptes ;

Défaut de communication par l'entité à la direction régionale des finances publiques d'une attestation établie par ses propres soins des ressources financières privées et des rémunérations versées à chacun des dirigeants.

Défaut de tenue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes annuels 2021-2022 dans les délais prévus aux statuts.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil de Ligue.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Baie-Mahault, le 27 juin 2025

